

Les valeurs en France

*Olivier Galland, Yannick Lemel, Jean-François Tchernia**

Les valeurs sont des objets sociaux délicats à approcher. Acquises pour partie au cours de l'enfance et de l'adolescence, elles sont intériorisées. Chacun est détenteur de valeurs. Celles-ci ne sont pas toujours conscientes ou agencées en un discours élaboré même si elles orientent fortement les actions et les jugements des personnes.

Avoir l'ambition d'étudier les « valeurs » de la population implique de préparer un questionnaire qui approche indirectement celles-ci. La démarche consiste à recueillir pour chaque domaine *a priori* important, par exemple la religion ou la politique, des indications qui pourront être aussi bien des éléments d'identité que des comportements, des croyances ou des opinions générales (par exemple sur le rôle de la religion). C'est de cet ensemble d'indications que le chercheur déduit les principaux aspects des valeurs des personnes interrogées. Cette démarche inductive s'appuie sur un corps de connaissances accumulées dans les différentes

branches de la sociologie et de la science politique.

La diversité des opinions de valeur est très grande

Les réponses données par les personnes interrogées lors de l'enquête *Valeurs* (encadré 1) s'organisent-elles de manière telle qu'on puisse y discerner de grandes cohérences ? Est-il acceptable d'expliquer celles-ci en supposant tel ou tel système de valeurs chez les Français ? La réponse est plutôt nuancée. Position politique, religieuse, et dans

une moindre mesure degré de libéralisme sont cependant les points les plus repérables grâce aux analyses factorielles des correspondances, méthode utilisée dans cette enquête, qui servent à construire des scores synthétisant l'information (encadré 2).

Poursuite de l'affaiblissement du catholicisme, avec une atténuation chez les plus jeunes

La tendance générale dans les pays occidentaux est à l'érosion des appartenances et des pratiques

* Olivier Galland fait partie de l'Observatoire du changement social (CNRS, FNSP), Yannick Lemel, du laboratoire de Sociologie Quantitative (Crest, Insee) et Jean-François Tchernia dirige Tchernia-Études Conseil.

Encadré 1

L'enquête « Valeurs »

Les résultats présentés ici sont issus d'une enquête réalisée en mars-avril 1999 auprès d'un échantillon de 1 821 personnes représentatives de la population française et âgées de 18 ans ou plus. Cette enquête s'inscrit dans un programme d'études universitaires réalisées au niveau européen depuis 20 ans, et trois séries d'enquêtes ont été produites en 1981, 1990 et 1999 (voir *Pour en savoir plus*). L'enquête est menée par interview et dure environ une heure. Le questionnaire couvre l'ensemble des grands domaines de valeurs : travail, famille, morale, relations sociales, religion et politique. Il est le fruit de la collaboration de chercheurs de différentes nationalités travaillant dans différentes branches des sciences sociales. Le présent article est directement inspiré par l'ouvrage collectif préparé par l'équipe française sous la direction de Pierre Bréchon, *les Valeurs des Français* (voir *Pour en savoir plus*).

confessionnelles, avec évidemment des différences d'un pays à l'autre. La France n'échappe pas à cette évolution générale. En 1999, à la question « *Considérez-vous que vous appartenez à une religion ?* », 58 % des personnes interrogées répondent « *oui* », contre 74 % vingt ans avant en 1981. À la même question, seulement 48 % des jeunes adultes de 18 à 24 ans répondent « *oui* », contre 59 % en 1981.

Il faut toutefois distinguer l'adhésion à une religion institutionnelle et la participation aux pratiques religieuses organisées par ces institutions d'une part, et les croyances d'ordre religieux de l'autre. À plus de 90 %, les personnes qui ont le sentiment d'appartenir à une religion, déclarent appartenir à la religion catholique. De plus, les pourcentages d'appartenance sont plus élevés lorsque les questions sont posées sous une forme moins nuancée : « *appartenez-vous à une religion ?* » plutôt que sous la forme

plus personnelle « *avez-vous le sentiment de... ?* ».

L'importance accordée à la participation aux cérémonies et pratiques religieuses baisse sur les vingt dernières années, mais les opinions et sentiments religieux évoluent de manière plus contrastée. Ainsi, sur la période 1981-1999, la pratique culturelle mensuelle déclarée passe de 18 à 12 % pour la population globale et elle baisse encore plus fortement parmi les jeunes adultes. De même, l'importance accordée aux cérémonies religieuses lors d'une naissance ou d'un mariage diminue.

Si la « croyance en Dieu » a tendance à baisser (en moyenne 56 % des personnes déclarent « croire en Dieu » en 1999 au lieu de 62 % en 1981), les croyances en une vie après la mort ont tendance à rester stable sinon à croître. Les proportions de jeunes croyant en une vie après la mort, à l'enfer, au

Encadré 2

Y a-t-il un « système de valeurs » structuré ?**Les réponses données par les personnes interrogées**

L'information fournie par l'enquête est constituée par les réponses des différentes personnes interrogées aux nombreuses questions figurant dans le questionnaire. Cet ensemble de données n'est pas structuré de façon évidente : les corrélations entre les réponses aux questions sont trop faibles pour que puissent se dégager directement des principes généraux qui les sous-tendraient.

Des « scores » qui résument l'information

Pour étudier la cohérence de cette information, il faut voir comment

on peut la résumer. On utilise pour cela la technique statistique de *l'analyse factorielle par correspondance*. Cette technique permet de construire des scores synthétisant l'information. Un score est ici un index numérique, une note chiffrée, avec une valeur attribuée à chaque personne interrogée. Grâce à cette technique, la masse des réponses apportée par l'enquête est remplacée par un ensemble de scores, de l'ordre de quelques dizaines.

Le « pouvoir explicatif » des scores

Combien de scores doit-on retenir pour obtenir un résumé convenable de l'information ? La réponse dépend des exigences de précision.

À partir d'un ensemble de scores, on peut en effet reconstituer une information analogue à celle apportée par l'enquête. Mais si l'ensemble des scores est réduit, cette information reconstituée a une diversité plus faible que l'information réelle : sa variation en fonction des personnes dans l'échantillon est moindre que celle de l'information réelle.

Le « pouvoir explicatif » d'un ensemble de scores est précisément le rapport entre la variabilité de l'information reconstituée et celle de l'information réelle : c'est un chiffre entre 0 % et 100 %. Plus le nombre de scores retenu est important, plus le

paradis ou à la réincarnation (un Français sur quatre y croit en 1999) sont en hausse (figure 2). Plus largement, ce sont les réponses probabilistes traduisant un recul des certitudes au profit des doutes qui progressent.

Les oppositions de valeur qui pouvaient exister entre les catholiques pratiquants, les catholiques non ou peu pratiquants et les non-catholiques ont tendance

à s'affaiblir. D'une part, on observe une revalorisation du respect de l'autorité, des normes civiques, de la fidélité dans le couple, notamment parmi les personnes qui se déclarent athées ou sans religion : leurs opinions se rapprochent de ce fait de celles des catholiques convaincus et pratiquants. D'autre part, ces derniers sont plus nombreux à accepter divorce, euthanasie ou suicide se rapprochant ainsi de la

vision la plus répandue dans la population.

Une politisation faible

Le concept de « politisation » élaboré par les chercheurs en science politique désigne la disposition d'esprit caractérisant les personnes qui s'intéressent à la politique, qu'elles soient ou non actives politiquement. Un

pouvoir explicatif de l'ensemble des scores est élevé.

La figure 1 montre le pouvoir explicatif des scores pour une analyse factorielle des correspondances réalisée sur une sélection de 90 informations représentatives de la diversité des questions. Les scores sont classés par efficacité décroissante. Le premier score a, à lui tout seul, un pouvoir explicatif de 6 %. Le second, le plus efficace qu'on puisse trouver ensuite, apporte 3 % de pouvoir explicatif (soit 9 % pour l'ensemble des deux premiers scores), etc. Le pouvoir explicatif se dilue dans les nombreux scores suivants, qui n'apportent chacun qu'un faible gain de pouvoir explicatif. Clairement, la reconstitution des données initiales nécessite un grand nombre de scores.

Cohérence ou émiettement des données ?

Existe-t-il quelques facteurs latents sous-jacents à l'ensemble des réponses, dont la seule connaissance permettrait de prédire correctement les réponses aux questions posées ? Autrement dit, l'ensemble des réponses « forme-t-il système » ? La procédure de construction des analyses factorielles des correspondances assure que les réponses aux questions liées à un même score (ou à un même ensemble de scores) sont corrélées entre elles et donc qu'elles pointent sur des dimensions latentes potentiellement organisatrices de l'ensemble des opinions exprimées.

Mais le pouvoir explicatif est dilué dans un grand nombre de scores. Les réponses aux questions sont émiettées : la connaissance d'une réponse à une question ne permet que faiblement de prédire la réponse à une autre question, de sorte qu'il est peu raisonnable de considérer que des systèmes de valeurs bien constitués sous-tendraient les réponses données.

À la recherche d'une structure

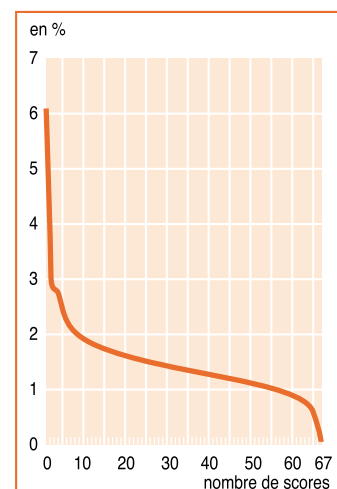
En procédant d'une façon non dénuée d'arbitraire, on peut retenir les questions correspondant aux plus fortes corrélations dans l'ensemble des corrélations entre toutes les réponses à toutes les questions. Ces questions permettent de repérer les principes d'organisation les plus larges parmi ceux que l'on pourrait repérer. Un seuil « naturel » pour sélectionner ces questions est suggéré par la forme de la courbe de la figure 1. Il conduit à retenir les sept premiers scores. Quelles sont donc les domaines des questions qui correspondent à ces sept premiers scores ?

Les informations qui se dégagent ainsi traitent des opinions dans les domaines religieux puis politiques, suivies (en moins important) des indicateurs du degré de libéralisme et sur les formes de famille souhaitées. D'autres questions — sur les identités ressenties par exemple — ne contribuent que peu à définir ces sept premiers scores.

Cette conclusion doit être nuancée. Le pouvoir de synthèse de ces premiers scores est faible. Religion et

politique structurent partiellement les premières dimensions de l'analyse, mais pas l'ensemble des résultats. Faut-il vraiment y voir « l'élément structurant » des systèmes de valeurs des Français ? Il vaut sans doute mieux dire qu'on peut y voir la partie la mieux structurée des opinions de valeur des Français, ce qui n'a pas tout à fait la même signification.

Figure 1 - Pouvoir explicatif des scores successifs¹ dans une analyse factorielle par correspondance de 90 informations



1. En pourcentage. La somme totale des pouvoirs explicatifs vaut par construction 100.

Source : enquête Valeurs.

indicateur classique de la politisation, dans les sondages politiques, est la fréquence des discussions politiques. Dans l'enquête *Valeurs* de 1999, environ un Français sur trois ne parle jamais de politique avec ses amis (même proportion qu'en 1981 et 1990), une personne sur deux le fait de temps en temps, et une sur dix souvent. D'autres indications aident à préciser le degré de politisation des Français : une personne sur trois lui accorde une importance relative ou une grande importance, et un peu plus d'une sur trois (37 %) s'y intéresse.

Cette faible politisation en France existe d'ailleurs de longue date. L'analyse d'un indicateur synthétique établi à partir des trois informations présentées ci-dessus montre que la politisation est plus élevée chez les hommes, dans les catégories sociales supérieures et chez les personnes ayant suivi des études longues. Parmi ces dernières, le degré de politisation est plus faible qu'il y a dix ans : la proportion de ceux qui ont un niveau élevé de politisation est passée de 58 % en 1990 à 51 % en 1999.

Si la politisation se rapporte à un état d'esprit, la participation politique est du registre de l'action et des comportements politiques de la population. Différentes études ont bien montré le déclin de la participation électorale depuis maintenant plusieurs décennies. L'enquête *Valeurs* confirme cette tendance, mais montre en même temps le développement de comportements politiques moins conventionnels tels que la manifestation ou la pétition. Sur cinq comportements ou actions de ce type (signer une pétition, participer à un boycott, prendre part à une manifestation autorisée, participer à une grève sauvage, occuper des bureaux ou des

usines), près des trois quarts des Français en ont déjà pratiqué au moins un, alors qu'il n'y avait qu'une personne sur deux dans ce cas en 1981.

Ainsi, les Français se détournent en partie des formes les plus institutionnalisées de participation politique, et se réorientent vers des modes d'action plus ponctuels, plus circonscrits et peut-être moins impliquants.

Dans le domaine politique, l'enquête *Valeurs* permet également de faire le point sur la question de l'orientation politique. Celle-ci est habituellement synthétisée dans la dimension gauche-droite. Depuis une dizaine d'années, et notamment depuis la disparition des régimes communistes en Europe centrale et orientale, beaucoup de commentaires ont été faits au sujet du déclin de cette opposition gauche-droite. L'enquête *Valeurs* tend à montrer que la dimension est toujours opératoire. Non seulement les personnes interrogées sont en mesure de préciser leur position personnelle sur cet axe gauche-droite, mais de plus, les choix

idéologiques de gauche et de droite apparaissent aussi clairs qu'il y a dix ou vingt ans. Pour ne reprendre que deux exemples, le maintien de l'ordre reste un objectif caractéristique de la droite, tandis que la distance par rapport à la religion continue d'être un trait typique de la gauche. Même s'il est vrai que sur certains sujets, comme la permissivité en matière de mœurs, les différences entre gauche et droite tendent à s'atténuer et les deux pôles gardent une signification bien marquée pour les Français.

Permissivité, libéralisme et individualisme

La tolérance en matière de mœurs progresse. Les Français sont de plus en plus nombreux à admettre l'idée que chacun puisse choisir dans le domaine privé, sa manière de vivre, indépendamment des conventions morales ou religieuses. Lorsqu'on

Figure 3 - Score de permissivité des mœurs¹

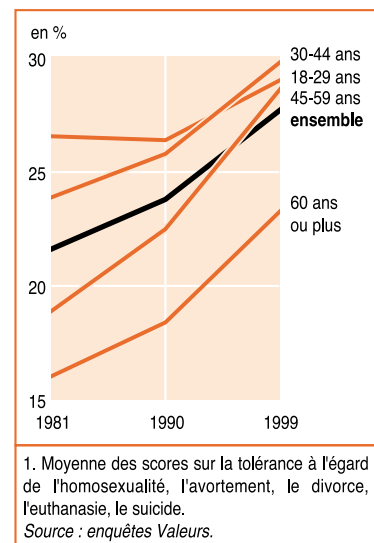
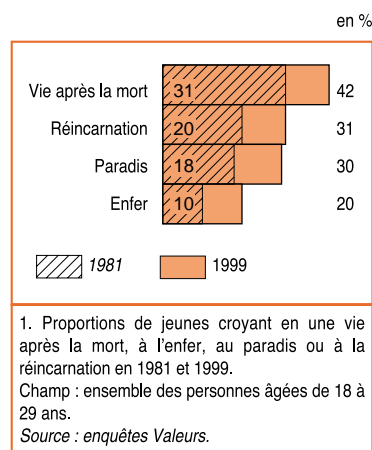


Figure 2 - Les croyances dans l'au-delà des personnes de 18 à 29 ans¹



examine l'évolution d'un score de permissivité construit à partir des réponses à plusieurs questions (sur l'homosexualité, le divorce, l'avortement, etc.), la progression du « libéralisme des mœurs » apparaît nettement (*figure 3*). Elle est générale, mais s'effectue à des rythmes différents suivant les classes d'âge : la progression est modérée chez les jeunes qui étaient les plus permissifs en 1981, tandis qu'elle est beaucoup plus vive dans les classes d'âge intermédiaires. De ce fait, les positions des Français âgés de 18 à 60 ans sont maintenant très proches les unes des autres. Seuls les Français plus âgés restent assez nettement moins permissifs que la moyenne de la population, malgré l'évolution sensible de leurs comportements.

La progression indéniable du libéralisme des mœurs ne signifie pas que les Français considèrent que la permissivité doit régner dans tous les domaines de la vie sociale. Ils semblent faire le partage entre des choix qui n'engagent que la morale individuelle et les comportements qui mettent en jeu d'autres

personnes. Sur ce plan, leurs attitudes n'ont pas évolué vers un plus grand laxisme, mais au contraire vers une demande réaffirmée de plus de régulation des comportements sociaux. L'enquête *Valeurs* fournit deux exemples très nets : le renforcement de l'attachement à la valeur d'autorité et la remontée spectaculaire de l'idée que la fidélité est une composante de la réussite des unions. Sur ces deux points, l'évolution des attitudes a été forte, surtout dans les dix dernières années, et tout particulièrement chez les jeunes. Là encore, on enregistre d'ailleurs un spectaculaire rapprochement des attitudes des Français de 18 à 60 ans.

La permissivité en matière de mœurs à laquelle adhèrent un nombre grandissant de Français ne peut manquer de susciter une tension : les relations entre personnes ne sont plus contrôlées autant qu'autrefois par des normes religieuses intangibles et partagées par tous (*encadré 3*). La liberté de chacun, de plus en plus admise, doit donc trouver des limites plus strictes dès qu'elle sort du cadre purement

individuel : c'est ce sentiment ambigu, mêlant permissivité et demande de régulation, que semblent exprimer les Français à travers leurs réponses à l'enquête *Valeurs*.

Montée des références micro-sociales

Dans la définition qu'ils donnent d'eux-mêmes comme dans certains de leurs comportements, les Français se réfèrent de plus en plus à des catégories qui ont une forte proximité avec leur entourage immédiat et leurs caractéristiques individuelles, au détriment du sentiment d'appartenance à des catégories plus larges, et de l'affiliation effective à des organisations censées représenter des intérêts collectifs. Cette tendance renvoie probablement à une évolution déjà très ancienne et très profonde vers l'individualisme. Par exemple, lorsqu'on leur demande à quelle unité géographique ils ont le sentiment

Encadré 3

Différences d'âge et de génération

Dans l'analyse des changements de valeurs, il est capital de prendre en compte les effets générationnels. En effet, de nouvelles générations socialisées dans un contexte différent peuvent apporter avec elles de nouvelles valeurs, ou réinterpréter celles qui leur ont été transmises par les générations aînées.

Dans les enquêtes *Valeurs* on constate des effets de cet ordre. Il y a 20 ans, les jeunes étaient beaucoup plus permissifs que les adultes. Ces différences générationnelles se sont fortement atténuées à la suite d'un double mouvement contradic-

toire. Les nouvelles générations sont un peu moins permissives et nettement moins anti-autoritaires que les générations de jeunes qui les ont précédées. Quant aux plus âgés (au moins jusqu'à 60 ans), ils sont gagnés par le mouvement général de libéralisme des mœurs qui atténue fortement l'effet du vieillissement, qui, auparavant, faisait rapidement évoluer les attitudes vers des conceptions plus traditionnelles après 30 ou 40 ans. Ainsi, dans le domaine des mœurs notamment, peu de choses séparent aujourd'hui les attitudes des Français âgés de 18 à 50, voire 60 ans.

Pour en savoir plus

Bréchon P., *Les valeurs des Français, Évolutions de 1980 à 2000*, A. Colin, 2000.

Ester P., Halman L., de Moor R., éditeurs, *The Individualizing Society. Value Change in Europe and North-America*, Tilburg University Press, 1993.

Lambert Y., «La religion en France des années soixante à nos jours », *Données sociales*, Insee, 2002.

Riffault H., *Les valeurs des Français*, PUF, 1994.

Stoetzel J., *Les valeurs du temps présent, une enquête européenne*, PUF, 1983.

d'appartenir avant tout, les Français répondent d'abord la ville, la localité ou le canton où ils habitent, bien avant la région ou le pays dans son ensemble (l'Europe quant à elle ne suscite qu'un très faible sentiment d'appartenance). Par ailleurs, le cercle étroit des « amis » semble prendre une importance grandissante dans la vie des Français tandis que décline leur engagement dans des associations dont l'objet n'est pas strictement utilitaire ou distractif.

Cette tendance a pour corollaire une méfiance ou une indifférence

grandissante à l'égard des catégories de Français dont les caractéristiques sont les plus éloignées du plus grand nombre. Ainsi, les Français sont-ils de plus en plus nombreux à déclarer qu'ils n'aimeraient pas avoir pour voisins des types de personnes dont les caractéristiques sont atypiques (des extrémistes de gauche et de droite, des personnes émotionnellement instables) ou déviantes (des personnes ayant un casier judiciaire, des alcooliques, etc.). Parmi une liste de huit types de voisins qui leur était proposée aux trois dates de l'enquête (aux catégories déjà citées, s'ajoutent notamment les familles nombreuses,

les travailleurs étrangers ou immigrés), 11 % des Français en désignaient au moins trois comme indésirables en 1981, 25 % en 1990 et 29 % en 1999. Mais cette défiance à l'égard des autres lorsqu'ils sont différents ne se renforce que lorsque le comportement incriminé peut constituer une menace dans les relations interpersonnelles. Ainsi, à l'inverse d'autres catégories de voisins, les voisins homosexuels (ajoutés à l'enquête de 1990) sont-ils de mieux en mieux tolérés. On retrouve là, à nouveau, les effets combinés de la permissivité et de la demande de régulation des relations interpersonnelles. ■